

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN NACELLES

Route du Pont VIII
BP 91
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20251205-EauxSouterrainesAR
Code AIOT : 0005800597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SAFRAN NACELLES implanté Route du Pont VIII BP 91 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est effectuée dans le cadre de l'action régionale "eaux souterraines".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN NACELLES
- Route du Pont VIII BP 91 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800597

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de l'établissement de Gonfreville l'Orcher est l'assemblage des différentes pièces constitutives des nacelles aéronautiques pour les clients de la flotte des avions commerciaux, des avions régionaux et des avions d'affaires.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 8.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Transmission des données sur GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis	Demande d'action corrective	3 mois
9	Bilan quadriennal	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 9.4.2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Abandon d'un ouvrage antérieur à 2017	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis	Demande d'action corrective	6 mois
11	Conditions de réalisation et d'équipement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article Article 8	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseau de piézomètres	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 8.1.1	Sans objet
2	Substances et paramètres à surveiller	Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 8.1.3	Sans objet
5	Réalisation d'une étude hydrogéologique préalable	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis	Sans objet
8	Méthode de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis	Sans objet
12	Comblement de piézomètre postérieur à mars 2017	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article Article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant effectue la surveillance prescrite par son arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de transmission des résultats de cette surveillance. Les télédéclarations sont à réaliser sur GIDAF. L'inspection demande à l'exploitant d'améliorer l'entretien de ses piézomètres, de mettre en conformité ses piézomètres postérieurs au 1^{er} mars 2017 et de déplacer ceux le nécessitant. L'exploitant a prévu de réaliser son premier bilan quadriennal en 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseau de piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un réseau piézométrique constitué de 8 piézomètres est implanté conformément au plan joint. Le réseau devra rester pérenne tant qu'il sera nécessaire au suivi analytique des eaux souterraines susceptibles d'être contaminées du fait des polluants mis en évidence sur le site. L'exploitant prend toutes dispositions utiles et procède à des vérifications périodiques aussi souvent qu'il est nécessaire.
Constats : Le réseau des 8 piézomètres réglementaires PZ4, PZ5, PZ6, PZ7, PZ8, PZ9, PZ11 et PZ3 est en place. Le plan d'implantation des piézomètres annexé au rapport de la campagne de surveillance d'avril 2023 mentionne deux piézomètres complémentaires : PZ1 et PZ2. D'après l'exploitant, le PZ1 a été comblé et il n'a pas été en mesure de retrouver le PZ2 lors de l'inspection terrain. D'après le plan transmis par l'exploitant daté de 2014 et présenté durant l'inspection, le PZ1 est présent, ainsi que deux piézomètres complémentaires PZ14 et PZ16 de part et d'autre du parking. Enfin le PZ9 a été comblé et décalé de 2 mètres en 2025, les PZ7 et PZ 8 ont été remplacés par les PZ 7bis et PZ8 bis en 2018 et le PZ4 a été refait en 2015.

A noter que les PZ 7bis et PZ8 bis sont situés hors du site sur une parcelle cédée en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Substances et paramètres à surveiller

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 8.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les prélèvements et analyses des échantillons sur chaque piézomètre du réseau sont réalisés semestriellement, en hautes et basses eaux.

La qualité des eaux souterraines sera surveillée par rapport aux substances et paramètres suivants :

Piézomètres	Métaux	Divers
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Arsenic	HAP
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Cadmium	Tétrachloroéthylène
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Chrome	
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Cuivre	
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Nickel	
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Plomb	
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Zinc	
Pz 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11	Mercure	
Pz3	les mêmes métaux et l'argent	Les mêmes produits et les solvants chlorés (COHV)

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyses, sont celles définies à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, dans le cadre de l'inspection, les rapports de mesure semestriels des 3 dernières années. Les paramètres prescrits sont mesurés.</p> <p>D'après le rapport de campagne du 1^{er} semestre 2025, les prélèvements sont conformes à la norme NFX 31-615 (décembre 2017), relative au prélèvement des eaux souterraines dans un forage. Les analyses sont effectuées par un laboratoire accrédité COFRAC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bilan annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 8.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats commentés de chaque campagne d'analyses sont communiqués à l'inspection des Installations Classées au plus tard un mois après le prélèvement. On ne parle de campagne que dans le cas où le réseau de surveillance est opérationnel dans sa globalité.</p> <p>La présentation de ces résultats est faite sous forme de tableau synthétique comprenant aussi une colonne avec les valeurs guides ou de référence et, en annexe, la copie des certificats d'analyse.</p> <p>L'exploitant réalise un bilan du suivi analytique annuel. L'objectif est de contrôler l'évolution de la qualité des eaux analysées et de vérifier que l'évolution des concentrations est favorable à l'environnement. Ce bilan doit être synthétique et commenté en vue de répondre à son objectif. En cas d'évolution défavorable, une modification du programme peut se faire dans le sens d'une augmentation de la fréquence des prélèvements et du nombre de paramètres à prendre en compte, cela en concertation avec l'exploitant et l'inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant cette prescription puisque l'inspection ne dispose d'aucune trace de l'envoi de ces résultats depuis 2021. L'exploitant a transmis à l'issue de l'inspection les résultats des campagnes de surveillances semestrielles des 3 dernières années (2022-2023-2024) ainsi que le rapport du 1^{er} semestre 2025.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de bilan du suivi analytique annuel. Le rapport du prestataire en charge de la surveillance des eaux souterraines est semestriel.</p> <p>Enfin, le rapport de surveillance du 1^{er} semestre 2025 émet 4 recommandations :</p> <p>1. La poursuite de la surveillance semestrielle des eaux souterraines, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur sur le site - la prochaine campagne pourra avoir lieu en novembre 2025. Sur ce point, la campagne a été réalisée, les résultats n'ont pas encore été reçus par l'exploitant.</p>

<p>2. L'inertage et le remplacement de l'ouvrage PZ9 au vu des conclusions de l'inspection caméra réalisée lors de la campagne de juin 2024 (ouvrage endommagé) - L'exploitant précise que ces opérations ont été réalisées le 14 octobre 2025.</p>
<p>3. La réalisation d'une étude de vulnérabilité afin d'appréhender les possibilités de transfert des pollutions et identifier les enjeux à protéger hors du site et ainsi construire le schéma conceptuel. L'exploitant indique n'avoir pas d'actions engagées sur ce point.</p>
<p>4. L'établissement d'un bilan quadriennal pour réévaluer les modalités de la surveillance. L'exploitant indique qu'il va réaliser ce bilan en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit transmettre les résultats de surveillance à l'inspection des installations classées. La télédéclaration sous GIDAF (en joignant le rapport) est réputée satisfaire à cette exigence.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser le bilan du suivi analytique annuel. Pour ce bilan, l'exploitant se base sur le guide de surveillance des eaux souterraines (2022). (délai 3 mois)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Transmission des données sur GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun résultat n'est transmis sous GIDAF depuis octobre 2021 (dernière campagne transmise)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre ses résultats sous GIDAF. Il complètera l'historique à minima sur les 3 dernières années. (délai 3 mois)</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Réalisation d'une étude hydrogéologique préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une évaluation simplifiée des risques a été prescrite à l'exploitant par arrêté préfectoral du 02 juillet 1999. Les résultats de cette ESR classe le site en classe 2 c'est à dire à surveiller pour les eaux souterraines. La surveillance des eaux souterraines a été prescrite par arrêté préfectoral du 02 juillet 2002 puis reprise dans l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2009.</p> <p>L'inspection a consulté le diagnostic initial des sols rapport d'étape A (avril 2000) dans lequel le contexte hydrogéologique est décrit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ; -les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ; -la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations

hydrogéologiques contrastées.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance actuellement prescrit est conforme à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il comprend 8 piézomètres. Le rapport de surveillance du 1^{er} semestre 2025 précise les piézomètres amont (PZ5), amont latéral (PZ6 et PZ3), aval (PZ7bis, PZ8bis), aval latéral (PZ4 et PZ9) et latéral (PZ11) ; - les paramètres à surveiller sont prescrits par l'arrêté préfectoral du 04/12/2009 ; - la fréquence de surveillance est semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Repérage et entretien des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3° [...] Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. [...]</p> <p>Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées. L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection sur le terrain des 8 piézomètres réglementaires, les constats suivants ont pu être effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les piézomètres PZ8 bis - PZ7 bis - PZ4 - PZ5 et PZ6 ne sont pas repérés - les piézomètres PZ11 - PZ4 - PZ5 ne sont pas cadenassés - la protection des piézomètres PZ9 bis - PZ11 - PZ3 - PZ5 paraît insuffisante - le piézomètre PZ5 (ras du sol) ne dispose pas de bouchon et ne semble pas étanche alors qu'il est situé sur un parking de véhicules. <p>Concernant l'entretien, l'exploitant se repose sur le prestataire chargé de la surveillance des eaux souterraines ce qui semble insuffisant au regard de l'état des piézomètres sur le terrain.</p> <p>Tous les ouvrages sont nivelés (en mètre NGF) par rapport au sol. Le dernier piézomètre PZ9 installé en octobre 2025 a été nivelé par un géomètre.</p> <p>L'exploitant dispose des coupes techniques et géologiques des ouvrages PZ7 bis, PZ8 bis et PZ9 qui doit être renommé PZ9 bis suite à sa réimplantation. Il ne dispose pas des coupes techniques et géologiques des autres piézomètres.</p> <p>Banque du sous sol : les piézomètres sont inscrits néanmoins une actualisation semble nécessaire pour les piézomètres ayant été refaits depuis l'origine à savoir PZ4 , PZ7bis, PZ8bis et PZ9.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'inspection demande à l'exploitant de repérer les ouvrages PZ8 bis - PZ7 bis - PZ4 - PZ5 et PZ6 et de mettre en place les cadenas et moyens de protection conformément aux règles de bonnes pratiques. (délai 3 mois)</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un programme d'entretien de ses ouvrages. (délai 3 mois)</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre au BRGM les données actualisées concernant son réseau de piézomètres. (délai 3 mois)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Méthode de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau.</p> <p>La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.</p> <p>Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le rapport de campagne du 1^{er} semestre 2025, les prélèvements sont conformes à la norme NFX 31-615 (décembre 2017), relative au prélèvement des eaux souterraines dans un forage. D'après les fiches de prélèvement de ce même rapport, les eaux de purges sont filtrées sur charbon actif.</p> <p>L'altitude du niveau piézométrique est mesurée à chaque campagne et le dernier rapport de surveillance présente l'évolution de la piézométrie des ouvrages depuis 2015.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bilan quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2009, article 9.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans (et avant avril), un dossier faisant le bilan des rejets. Ce dossier fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentrations dans les rejets, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en oeuvre dans les installations) et les conditions d'évolution de ces rejets avec les possibilités de réduction envisageables.</p> <p>Il comporte également l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.</p> <p>Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 I 1° du code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore réalisé de bilan quadriennal. Il a indiqué qu'il dispose d'un devis pour la réalisation de ce bilan et qu'il sera réalisé en 2026</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser un bilan quadriennal. Pour ce bilan, l'inspection demande à l'exploitant de se baser sur le guide de surveillance de la qualité des eaux souterraines. (délai 6 mois)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Abandon d'un ouvrage antérieur à 2017

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 Bis</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5° [...]Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le plan transmis par l'exploitant daté de 2014 et présenté durant l'inspection, le PZ1 est présent, ainsi que deux piézomètres complémentaires PZ14 et PZ16 de part et d'autre du parking. Ces piézomètres ne font pas l'objet d'une surveillance.</p> <p>Enfin le PZ9 a été comblé le 14 octobre 2025. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de comblement.</p> <p>Les PZ7 et PZ 8 ont été remplacés par les PZ 7bis et PZ8 bis en 2018 et le PZ4 a été refait en 2015.</p>

Sur ces 3 ouvrages, l'exploitant ne dispose pas des rapports de comblement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de combler les piézomètres qu'il considère comme non pertinents dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines. Il transmettra les rapports de comblement associés au préfet. (délai 6 mois)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Conditions de réalisation et d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article Article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p>Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.</p> <p>Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.</p> <p>[...]</p>
Constats : L'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 s'applique aux ouvrages dont l'installation

est postérieure à mars 2017. Il s'applique donc aux piézomètres PZ 7 bis (2018), PZ8 bis (2018) et PZ9 (2025).

L'inspection sur le terrain a permis de constater que ces 3 ouvrages ne sont pas conformes aux dispositions de cet article 8 :

- le PZ9 ne dispose pas de margelle en béton
- la margelle en béton des PZ7 bis et PZ8 bis est inférieure à 3 m². Sur ce point, l'inspection précise que l'article 15 de l'arrêté ministériel prévoit la possibilité que le déclarant demande à déroger à certaines prescriptions. Dans ce cas, il doit en faire la demande lors de la déclaration.
- les piézomètres PZ 7 bis et PZ 8 bis ne sont pas identifiés.
- les 3 piézomètres PZ 7 bis (2018), PZ8 bis (2018) et PZ9 ne sont pas identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité ses ouvrages PZ 7 bis, PZ8 bis et PZ9 avec l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 (délai 6 mois).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Comblement de piézomètre postérieur à mars 2017

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article Article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. Pour les sondages, forages, puits, ouvrages

souterrains qui ont été réalisés dans le cadre des travaux visés à l'article 7 et qui ne sont pas conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement permanent ou temporaire dans ces eaux, le déclarant procède à leur comblement dès la fin des travaux. Leurs modalités de comblement figurent dans le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10.

Constats :

Les PZ 7bis et PZ8 bis sont situés hors du site sur une parcelle cédée en 2024. L'exploitant risque de ne plus y avoir accès. Dans ce cadre, l'inspection recommande à l'exploitant d'envisager le déplacement de ces piézomètres afin de maintenir un réseau de surveillance conforme à son arrêté préfectoral et à l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Dans le cas où les piézomètres PZ7bis et PZ78 bis seraient déplacés, l'exploitant veillera à respecter les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté du 11 septembre 2003.

Type de suites proposées : Sans suite